

Après ces éléments concrets, réalistes, de la situation (voir 1/5 à 4/5), quelques propositions.

Ce qui a prévalu à la création de Gauche Citoyenne, c'était la mise à la disposition de tous, d'un espace, légitimé par la notoriété de personnalités locales et par l'invitation de personnalités nationales, pour donner de la crédibilité à un « mouvement », à une façon de intervenir de manière différente, dans le champ politique (où règnent habituellement les partis, seuls) et dans la continuité de ce qui avait été engagé dans la sphère municipale. Le risque aujourd'hui est que la structure ne devienne qu'un « parti local » au service d'ambitions ou de parcours personnels.

Ce qui a prévalu dans notre façon de fonctionner a été de travailler ce qui rassemble dans le consensus, en restant ensemble par-delà les divergences ; la dernière période a été marquée par la volonté de créer, de manières diverses, des rapports de forces internes.

Ce qui a prévalu pour les élus Gauche Citoyenne c'est le pari de gérer ET de contester le système, d'associer « radicalité et gestion ». Est-ce encore possible dans les conditions décrites dans les textes qui précèdent et avec les conditions actuelles faites aux collectivités territoriales ?

Ce qui a prévalu, c'est de concilier le besoin d'utopie, de perspective, de visibilité d'un avenir (programme, plus en rapport avec ce qu'attend un « militant ») et la nécessité de construire en marchant, de ne pas être en opposition avec ce qui est dans les têtes (podemos, plus en rapport avec le « citoyen lambda »). La radicalisation de l'utopie (ce à quoi on aspire : inclusion, égalité, fraternité, « agir ensemble »...) lui a-t-elle retiré son caractère constructif (ce qu'il est possible de faire compte tenu des contraintes actuelles) ? C'est la question de la distance entre politique radicale et utopie.

Après cette trop longue séquence électorale et le manque à gagner qu'elle a entraîné sur la question du rassemblement, comment relancer Gauche Citoyenne, à l'image des initiatives qui ont fait notre succès : quartiers populaires et politique, forum des droits, forum contre les discriminations, fête de juin 2014 avec les films... ?

1.

Une première tâche, nécessaire, indispensable : partager une analyse de la situation

Il ne s'agit pas d'avoir une réflexion « en l'air » mais de construire une action réfléchie. Pas de politique sans réflexion, pas de réflexion, sans passer par l'écrit.

Prenons l'exemple de l'abstention, aspect majeur. Quel progressiste pourrait se réjouir d'une situation dans laquelle une majorité de citoyens sont, de fait ou volontairement, exclus du vote ? Elle résulte de plusieurs facteurs. Sur certains d'entre eux, nous pouvons agir.

-

Quand l'enjeu est perçu comme important (élire le président), la mobilisation est là. Avec le quinquennat, le régime s'est présidentialisé, notamment depuis le couplage de la présidentielle et des législatives. C'est le facteur institutionnel.

-

Depuis les années 1980, les programmes des principaux partis se sont rapprochés. L'importance d'une alternative voire même d'une simple « alternance » est désormais moins évidente, ce qui réduit encore l'enjeu du vote. Les choix politiques actuels faits par « la gauche » déçoivent et tendent à crédibiliser le « tous pareils, tous pourris ». Le niveau local n'est pas exempt de ce risque.

-

Les difficultés économiques et sociales : les années 1980 sont marquées par une forte hausse du chômage et de la pauvreté, matérielle et morale.

-

Une partie de la population, souvent la moins diplômée (critère utilisé dans les études), a le sentiment, à juste titre, que son vote n'aura pas d'effet sur sa situation et que la politique ne répond pas à ses besoins, à ses attentes (voir études INSEE, SOFRES, CEVIPOF).

-

Les médias ont aussi leur part de responsabilité. Les citoyens n'entendent en boucle qu'une forme tronquée du discours politique (petites phrases, querelles de personnes, mise en scène

des affaires, des faits divers, accent porté sur les sondages prédictifs...) qui contribue à une prise de distance.

Mais le lien à la mobilisation politique est loin d'être inexistant. Les citoyens utilisent de plus en plus d'autres formes de mobilisation : pétitions, manifestations, boycotts. L'engagement collectif est toujours là : Aéroport de Notre Dame des Landes, Barrage de Sirven, Usine à vaches...

Par-delà, la question de l'abstention, il y a la nécessité d' « avoir les pieds sur terre » quant aux réalités électorales à Nanterre, à Suresnes et plus largement. Quelques exemples étaient traités en introduction dans le document 1/5 mais ce travail reste insuffisant et doit être validé collectivement.

1.

Puisque la question des candidat-e-s est sensible : traitons des prochaines échéances électorales

Par-delà les envies, les désirs, les ambitions de chacun, il s'agit de prendre des décisions politiques, dans la transparence et en relation avec le bilan. Mais ce ne peut être, comme dans

la dernière période, avec les conséquences que l'on sait, l'unique sujet de Gauche Citoyenne, c'est pourquoi des propositions concrètes seront développées dans la note 6.

1.

Revenir sur les « diverses diversités »

Elles ont toujours été présentes : diversité de genre avec la place des femmes, diversité d'histoires et d'origine (récemment sur le plan électoral, candidature de Nadine, de Samir, d'Hassan), diversité religieuse et areligieuse (*), diversité de parcours, bien sûr, diversité de la gauche... : il est temps de les prendre toutes au sérieux, de combattre résolument toute forme de racisme, d'antisémitisme, d'homophobie, de sexisme -mais aussi de clientélisme, de communautarisme- pour construire un "agir ensemble" respectueux des diverses diversités dans une société où, pourtant, l'ultra libéralisme développe un individualisme de repli sur soi ou sur son « clan », au mépris des individus et de leur émancipation.

(*) "Plus de la moitié, 63%, des français ne se réclament d'aucune religion" (http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/05/07/une-grande-majorite-de-francais-ne-se-reclament-d-aucune-religion_4629612_4355770.html

) (29% athées convaincus 34% non religieux)

1.

Nanterre, Suresnes... Gauche Citoyenne, ne sont pas « hors sol » : analyser ce qui bouge dans la société, dans le pays, pour mieux être acteur,

Crise de la gauche, crise de la gauche de la gauche ? Clarifier droite et gauche, politique de droite, politique de gauche à la lumière de « ce que pensent les gens », de ce qu'ils en disent avec leurs mots, et non seulement de qualificatifs de la part de militants.

Ne pas travailler à un pôle de radicalité, simple aiguillon de la gauche sage qui gouverne mais à un mouvement ayant vocation à devenir majoritaire pour mettre en œuvre des politiques qui apportent des solutions radicales.

Nous sommes tenus à « être partie prenante » de combats unitaires, fédérateurs, sans trop nous préoccuper de qui porte l'initiative, dans la mesure où il s'agit réellement de mettre en mouvement les gens, et non pas de mettre en place un nième « collectif » toujours et seulement entre militants qui ne fait « qu'occuper le terrain ».

1.

Travailler des actions concrètes sur des sujets concrets, identitaires pour GC

Nous avons parlé d'actions concrètes, en particulier sur des dimensions comme la pauvreté, la précarité, les inégalités (*), les sans-papiers, l'Europe, la métropole, le renouvellement radical de la démocratie, les biens communs ...

Nous devons mettre en œuvre des actes effectifs, tout de suite, des comportements dans la vie, dans la ville, tout de suite. Il est temps de passer à l'acte.

(* **82%** des Français considèrent que les **inégalités en France sont importantes**. **95%** des sympathisants de

gauche

estiment qu'il est

prioritaire de réduire les inégalités

(et

75%

des sympathisants de

droite)

·
Sondage "

[*Le regard des Français des inégalités en France et dans le monde*](#)

"; Harris Interactive pour L'Humanité Dimanche, 27/04/2015

1.

Prendre, reprendre contact avec les autres groupes locaux qui travaillent dans le même esprit

Même si certains d'entre eux ont été, eux aussi, fragilisés par la séquence électorale, il y a nécessité de chercher à fédérer, dans le respect des formes d'organisation, des origines, des contextes locaux.

1.

Donner sens global, signification, rendre visible notre conception de la transformation comme processus et comme visée

« En premier lieu, il faut rappeler à quel point le système partisan français est dur à intégrer, et encore plus à dominer, pour tout nouveau compétiteur qui refuserait de s'inféoder à la gauche socialiste ou à la droite post-gaulliste. De la centralité de l'élection présidentielle au mode de scrutin pour les législatives, justement organisées dans la foulée du choix collectif de notre «monarque républicain», de multiples obstacles se dressent devant tout contestataire de la domination exercée par le PS et l'UMP sur leurs camps respectifs. De ce point de vue, les élections départementales du mois de mars, avec leur mode de scrutin, sont très hostiles aux petites formations et à celles qui n'ont pas d'alliés » (www.slate.fr)

En fait, quand on ajoute, les aspects déjà évoqués sur le financement public : 2 (UMP, PS) + 2

(UDI, PCF) quatre formations sont dominantes (la bande des quatre).

C'est d'abord dans les consciences que le statut de « parti dominant » se joue. En France, pour l'instant, tout est organisé, tout se combine, pour que le PS reste le parti dominant et ne subisse pas de perte d'hégémonie (« crise d'autorité ») sur l'ensemble de la gauche (comme le PASOK en Grèce l'a subi au profit de SYRIZA). A l'échelle de Nanterre, il en est de même en faveur du PCF puisque l'audace et l'autorité politique n'ont pas été au rendez-vous pour transformer l'essai de la période précédente.

Nous avons donc besoin d'une communication renouvelée et d'un événement fédérateur, rassembleur, construit sans exclusive, mais dont nous prenons l'initiative, avec nos moyens humains et financiers, pour à la fois faire avancer les sujets, et donner à voir la façon de les faire avancer, en quelque sorte gérer cette situation « d'attente ».

Cela aboutirait à davantage de lisibilité sur ce qu'est Gauche Citoyenne et à la construction -bien sûr avec d'autres acteurs et de manière décentralisée- d'Etats Généraux Citoyens contre l'Exclusion (un intitulé, comme le reste, en débat).

Une note plus précise sur les aspects pratiques est à la disposition de celles et ceux qui le souhaitent. Ils pourront être mis en œuvre une fois la décision de principe prise.

